

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE

DE LA PENSÉE.

TOLÉRANCE RELIGIEUSE

ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISSE.

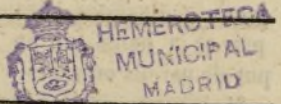
PAR F.-V. RASPAIL.

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 26 MARS.

CITOYENS,

Si jamais révolution a été clémentine et oublieuse du passé, et quel passé grand Dieu ! n'est-il pas vrai de dire que c'est la révolution du 24 ?

Pendant les dix-huit ans qu'a duré le règne des traitants et des consciences à vendre, qui a plus souffert que les vainqueurs d'aujourd'hui ? que leur avait-on épargné en fait d'humiliations, de spoliations juridiques et de tortures ?

Eh bien, ces martyrs si redoutables dans les fers, de qui se sont-ils fait redouter, une fois maîtres et souverains maîtres de la position sociale ? en avez-vous vu un seul émettre une velléité de représailles ? y ont-ils songé un seul instant ? ont-ils fait mine d'aller exhumer leurs incarcérations du fond de leurs caves, pour les placer, en vertu de la loi du talion, sur le banc des accusés ? ont-ils même continué d'en demander la destitution immédiate et d'urgence ? Ce que ces messieurs, avec une pudeur mieux placée, auraient dû prévenir par une spontanée démission.

Non, l'idée de tout cela n'était venue à personne de ceux à qui il était bien naturel de la supposer. La joie de ce jour fabuleux, de ce jour qui vaut un siècle pour le progrès humanitaire, cette indicible joie d'un instant, avait tout à coup effacé de leur mémoire le souvenir de leurs dix-huit ans de douleurs et de souffrances ; dans l'ivresse de la fraternité, ils s'étaient désaltérés de la soif des vengeances ; dans les élans généreux d'une sainte liberté, ils avaient brisé tous les fers, même les fers des plus justes représailles ; élevés tout à coup dans les hautes régions de l'égalité, ils avaient voulu attirer de la main jusqu'à leur hauteur ceux que le remords tardif venait de précipiter dans l'abîme de la conscience.

Les longues et méditatives souffrances, citoyens, sont l'école la plus pure du pardon et de la générosité. L'homme inhumain est peut-être celui qui n'a jamais eu l'occasion de souffrir ; il n'inflige la peine que parce qu'il en ignore et les angoisses et la honte ; il y a, dans son impitoyable sévérité, moins de cruauté que d'ignorance ; pardonnez-leur, Seigneur, parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font, disait, appendu au gibet des esclaves, par jugement des conservateurs de son temps, le plus sublime républicain que Dieu ait jamais envoyé sur la terre.

Mais, citoyens, en nous voyant animés tous par des sentiments aussi purs de toute pensée réactionnaire, nous aurions dû nous attendre que nos ennemis vaincus se seraient inspirés de la magnanimité d'une aussi belle victoire ; que, pardonnés avec autant de solennité, ils auraient renoncé à jamais à leurs vieilles habitudes de basse et lâche vengeance, de dénonciations occultes et de clandestines diffamations.

Que voulez-vous ? il paraît que les hommes du lendemain n'ont jamais rien appris ni rien oublié. Doux comme des petits agneaux, dans le moment de la panique, ils reprennent leur caractère impitoyable au premier rayon de tranquillité. La paix qu'on leur fait, ils en retournent les avantages, dès que ce'a se peut, contre leurs vainqueurs mêmes. On les voit redevenir hostiles et accusateurs, dès qu'ils peuvent concevoir l'assurance de n'être plus poursuivis ; en raisons de leurs faits et gestes.

Quand, la fourche à la main, nature on chasserait, Nature cependant toujours retournerait, dit un vieux proverbe.

Or, voilà juste ce qui arrive depuis quelque temps ; et ce

qui menaçait d'arriver dès le lendemain de la révolution même, une fois que ces accusateurs, dénonciateurs et condamnateurs de vieille date se crurent assurés, par la présence de M. Carnot au ministère de l'instruction publique, et de M. Crémieux à celui de la justice, que la vieille machine à persécution des patriotes continuerait à fonctionner comme devant.

Aussi se sont-ils tous mis à l'œuvre dès le principe avec un ensemble qui présagerait une réaction, si, dans ces temps imprégnés partout de républicanisme, une réaction offrait la plus minime chance de succès.

Ce travail de pygmées nous avait d'abord paru indigne de notre attention.

Cependant, en s'additionnant chaque jour, il a fini par former une somme assez considérable pour nous déterminer à surmonter le dégoût qu'il nous inspire et à l'attaquer de front ; il commence à prendre trop de pied sur le terrain des élections préparatoires.

Nous recevons, de toutes parts, des avertissements dont la police du Gouvernement provisoire se serait dû à elle-même de nous dévoiler la source, et que nous allons prendre la peine de dévoiler à notre tour ; on nous apprend que la calomnie est colportée presque en mêmes termes, dans les réunions, les clubs et dans les rues ; elle marche comme un seul homme : il s'agit de deviner qui lui donne la main.

— Savez-vous bien que votre M. Raspail, que vous regardez comme un ami de l'humanité souffrante, a réclamé, selon les uns trois cent mille têtes, selon les autres trois mille, selon les autres trois cents, enfin, selon d'autres moins mauvaises langues, cent seulement ?

— Bah ! qui vous a donc dit cela ? car dès son premier numéro il a demandé l'abolition de la peine de mort pour toute espèce de crimes.

— Qui me l'a dit ? mais c'est un chef de division au ministère de l'instruction publique. Mais c'est un des juges d'instruction devant lequel il a comparu dans le temps, et que M. Crémieux a cru devoir conserver dans ces fonctions préparatoires de l'accusation.

— Mais où a-t-il écrit cette liste de proscription ?

— Il ne l'a écrit pas, mais il le dit à qui veut l'entendre.

A ces propos, ceux qui me connaissent, rient au nez de ces colporteurs. Mais les autres doutent, quand ils sont impartiaux ; et jugez de ce qu'ils en font, quand ils sont hostiles.

Eh bien, si ce manège continue après la lecture de cette feuille, il est impossible que le Gouvernement provisoire en ait les mains nettes ; car nous allons démontrer que ses agents en sont les premiers agents, les fauteurs ou les complices. Nous en donnons les preuves.

1° N'est-il pas vrai qu'un certain individu portant le nom de Raspail est monté à la tribune du club de la rue Traversière-Saint-Antoine, demandant expressément cent têtes ? Ce à quoi un brave homme du peuple a répondu : « Je n'en demanderais qu'une, moi, c'est la tienne. »

Le citoyen Caussidière peut seul nous dire si cet homonyme n'a jamais figuré dans ses dossiers ; et si cette similitude de nom ne sert pas admirablement le thème favori des dénonciateurs anciens et modernes.

N'est-ce pas là le Sosie qui a jeté un reflet du sang sur notre nom ? Nous avons la preuve authentique du propos ci-dessus rapporté.

2° Un membre du club de la rue du Figuier, 4, nous écrit qu'à la suite d'une discussion analogue, qui a eu lieu dans ce club, sur notre candidature, un fonctionnaire de l'ordre judiciaire que je connais, dit-il, particulièrement, lui a assuré que, dans son cabinet, j'avais exprimé le vœu d'une révolution, afin de faire tomber trois mille têtes. Vous entendez, monsieur Crémieux, et vous devez connaître ce fonctionnaire ? Ne serait-ce pas celui que j'ai tant rendu célèbre à l'époque du procès Fieschi, par l'anecdote suivante :

« Arrêté à Nantes, arbitrairement trainé en poste à Paris par une chaleur de 52 degrés, entre deux gendarmes, le pistolet au poing ; abandonné deux jours et sans secours dans un cabanon, exténué, en proie à une cholérine effrayante ; ce juge, avant d'avoir régularisé ma position et la sienne, me fit apporter dans son cabinet, sur les épaules de huit gendarmes. Je ne lui répondis rien, selon mon habitude ; le procès-verbal clos, je lui demandai de me renvoyer à mon lit. »

— Vous n'irez, me dit-il, que lorsque vous aurez répondu.

— Alors, je n'irai que mort.

— Ah ! si vous aviez été vainqueur, qu'auriez-vous fait à notre place ? n'auriez-vous pas demandé notre tête (car ces braves gens ne songent jamais qu'à ce qu'ils ont de moins mauvais). Qu'auriez-vous fait de nous ? parlez.

— Je le veux bien, si ce que je vais vous dire doit être considéré comme s'adressant à l'homme et non au magistrat, et si vous daignez auparavant clore votre procès-verbal.

— J'y consens et je vous écoute.

— D'abord, monsieur, je me sens trop malade pour espérer voir de mes propres yeux le triomphe de la sainte cause à laquelle j'ai dévoué toute mon existence. Cependant, si, contre mon attente, il m'était donné de voir ce beau jour, votre place ne me ferait nullement envie. Si cependant encore la patrie me l'imposait de sa voix souveraine, au lieu de torturer un malade exténué, pour le punir par la fatigue de son silence et de sa fierté, je me contenterais de vous placer pour deux jours à Charenton, de vous y faire donner deux douches, et le lendemain vous criez : *Vive la République* avec moi, du meilleur cœur du monde. »

Cette parole, sur la dénonciation du juge, me valut une condamnation à deux ans de prison et cinq ans de surveillance.

Le juge parvint à un des hauts échelons de la hiérarchie judiciaire ; et le lendemain de l'avère du 25 février, qui lui a sans doute servi de douche, il a crié : *Vive la République* plus fort que nous, exactement comme je le lui avais prêté.

J'oubliais de vous dire que le même magistrat m'est redevable, pour les réserves d'une requête et d'un arrêt intervenu, de mille écus qui se trouvaient à mon adresse dans des lettres saisies par lui à la poste, et qui se sont égarées dans son cabinet !

Crainte d'avoir l'air d'exercer une mauvaise vengeance, je n'ai pas encore réclamé mes mille écus depuis douze ans que l'épisode a eu lieu.

Nous demanderons à notre correspondant du club du Figuier, si le fonctionnaire qui nous fait tenir le propos susdit ne serait pas en même temps le héros de l'anecdote.

Tout n'est pas fini au sujet des interpellations ; le droit d'interpeller est une de nos plus précieuses conquêtes. N'est-il pas vrai que M. Crémieux est en correspondance fort active avec madame Orfila, secrétaire et traducteur habituel de monsieur son mari, au style un tant soit peu baléare. M. Crémieux était tantôt l'invité, tantôt l'amphitryon du sieur Orfila. Or, le soir de la destitution du sieur Orfila, madame Orfila n'écrivait-elle pas à l'ami devenu ministre, tout en exprimant ses doléances : « Espérons que la démonstration de demain arrangera l'affaire. »

Or, cette démonstration, c'était l'auto-da-fé des deux numéros de l'Ami du Peuple, et puis, la pétition pour demander ma proscription. Qu'on ne le nie pas, la lettre a été lue.

Il serait donc vrai que deux ministres de la Révolution, deux ministres jusque-là dynastiques, seraient, par camaraderie ou autrement, plus ou moins à leur insu, si vous voulez, les fauteurs plus ou moins passifs de la continuation d'un système de sourdes persécutions contre les républicains les plus purs de l'époque.

Si cela est vrai, que ces hommes descendent de leurs sièges; car autrement, notre justification se transformerait en une formelle accusation; car nous ne verrions dans ce fait, si privé qu'il paraisse, qu'un indice explicite d'une tendance à influencer illicitement les suffrages, et à encombrer les bancs de l'Assemblée nationale des créatures qui encombrèrent les antichambres de l'ex-palais du garde des sceaux.

Si ces messieurs que nous maintenons au pouvoir se montrent sensibles à la sévérité de ces révélations, ils concevront aussi que nous devons être sensible à l'insulte de ces inculpations; et ces inculpations partent de leurs créatures. Nos révélations n'amèneraient que leur démission; leurs inculpations auraient pour effet de déverser le mépris et la haine sur un nom qui est jusqu'à ce jour resté pur de pareils outrages.

Mais vous, dénonciateurs occultes, qui donc a déjà demandé des têtes, de vous ou de nous? vous avez donc la mémoire bien courte? Est-ce bien à vous à nous adresser ce reproche, vous qui depuis dix-huit ans n'avez pas cessé un seul jour de pourvoir les cachots, les bagnes et la guillotine de têtes bien chères à la patrie d'aujourd'hui? N'avez-vous pas demandé la mort ou le bannissement contre les dix-neuf artilleurs, contre les quinze membres de la société des Amis du peuple, contre les héros des barricades de juin, contre les vingt-sept conspirateurs, contre ces héros d'avril dont Lagrange était le général à Lyon et Kersausic à Paris; près de deux cents têtes en une seule fois? et Alibaud? et Morey, le stoïque Morey? et Pepin, innocent du fait comme je le suis? et tant d'autres et des meilleurs qui sont tombés en pourriture dans vos cachots, est-ce que leurs fantômes chaque nuit ne suffisent pas à vous faire perdre l'habitude de récriminations semblables? croyez-vous donc que des hommes de notre trempe tiennent tant à partager la honte de tels forfaits judiciaires? Gardez vos têtes; mais gardez aussi vos remords; nous autres, nous tenons à conserver nos mains pures d'un sang versé ailleurs que sur le champ du combat.

En fait de sang, Dieu merci, il n'a jailli jusqu'à présent, sur nos habits de bure, que le sang des martyrs, nos immortels camarades; et ce sang, coulante relique, s'est transvasé dans nos cœurs. Combattants ou victimes, quand il le faudra encore; boureaux, jamais.

Police de Paris et des Cités.

Nous avons vu avec peine que le Gouvernement provisoire soit venu, par son arrêté du 22 mars, ressusciter le corps des sergents de ville sous le nom de *gardiens de Paris*.

C'est vouloir rajeunir une vieille idée monarchique, que de mettre ainsi la surveillance d'une grande cité entre les mains d'un seul homme.

Il arrive tôt ou tard un moment où une telle institution ne fonctionne presque plus que dans l'intérêt d'un seul homme et au détriment de tous.

Sous le despotisme, on conçoit cette surveillance centralisée; les gardiens de Paris ne gardent alors Paris que contre lui-même, et le despotisme envers et contre tous. La politique et la diplomatie ne sauraient se conduire qu'avec les mille yeux de l'Argus d'une préfecture. Mais dans une République, où chaque citoyen est investi d'une même magistrature, et veille pour sa quote part sur la chose publique, à quoi sert un corps de gardiens, vigoureux gaillards qui se croisent leurs bras nerveux pour ne se servir que de la paupière? c'est une dépense énorme qui ne produit rien; or, toute dépense semblable est ruineuse.

Ajoutez qu'une fonction salariée ne s'exerce jamais avec le même zèle qu'une fonction gratuite; le zèle est le dévouement du désintéressement; et quel dévouement plus sublime! Le salaire rappelle toujours un peu que l'on travaille pour un autre; la gratuité des fonctions rappelle toujours que l'on travaille pour soi-même, en même temps que pour les autres.

Nous l'avons déjà dit: jamais la police n'a été mieux faite qu'en l'absence de toute police, et alors que chaque citoyen se constitue agent patent par occasion.

De ce grand exemple faites donc un règlement; et ce règlement, nous en avons jeté les bases dans le numéro précédent de *L'Ami du Peuple*. Avec deux citoyens établis à chaque bout de rue, correspondant avec la section du quartier, et ayant droit de requérir main-forte dans la rue, à la première occasion, vous aurez dans le jour une police bien mieux faite, car elle sera paternelle, que toutes vos polices des temps passés; et vous diminuerez d'autant le budget de la ville.

La nuit, vous avez les patrouilles, et puis vos nuits seront bien plus sûres, quand vos prisons, au lieu de vomir dans les rues de Paris, chaque jour, des repris de justice

corrompus par la captivité et exaspérés par la souffrance; quand vos prisons, dis-je, redevenues des écoles de douce et fraternelle amélioration, ne rendront à la société que des citoyens amendés et capables de reconquérir l'estime de leurs concitoyens par une conduite basée sur de tout autres principes. Ceux qui se refuseront à ce retour vers une vie meilleure, on les gardera; car il est plus que ridicule de mettre en prison un homme, avec la perspective de le jeter à la porte plus corrompu qu'il n'y était entré. La justice le prend filou et vous le rend escarpe; gare à vous, la loi ordonne de le lâcher, sauf à le reprendre, dès qu'à grands renforts de procès-verbaux, il sera bien et dûment constaté qu'il vous aura cassé bras et jambe. La justice a parfois une singulière marotte, sauf le respect que je lui dois.

Ministère des affaires étrangères.

Mon cher ami,

Je viens de lire dans ton journal la note relative à notre pauvre Kersausic. Je prends, sur ton avis, dont je te remercie, la mesure que tu indiques.

Salut et fraternité,

JULES BASTIDE,

Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

P. S. Nous apprenons en ce moment que Kersausic, ainsi que nous l'avions soupçonné, se trouve dans les cachots de Naples, en compagnie d'autres Français, et que l'amiral Baudin a détaché trois vaisseaux de son escadre, pour aller enjoinde à la cour de Naples de rendre ces citoyens.

Candidatures.

Nous sommes en retard, et ce n'est pas notre faute, pour annoncer la candidature, à Paris, du citoyen Philippe Goelzer, forgeron, demeurant n° 5, rue de Londres. Nous avons entre les mains la circulaire imprimée de ce laborieux et intelligent ouvrier; nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de l'insérer en entier; mais ce que nous pouvons annoncer aux électeurs de Paris, c'est qu'il serait impossible de rédiger une circulaire avec plus de sens, de raison, de républicanisme et en meilleur style.

Le sieur Thiers ose se dire citoyen et se présenter à la candidature dans les Bouches-du-Rhône. Nous pensons que ce petit valet congédié de l'ex-royauté aurait dû se présenter de préférence aux Bouches de la rue Transnonain (*vieux style*).

Choix des préposés aux opérations financières.

Dans toute l'Allemagne il est reconnu qu'un préposé ou employé à une bibliothèque publique n'a pas le droit de posséder une bibliothèque en propre; qu'un directeur de musée n'a pas le droit de composer chez lui une collection d'histoire naturelle, et ainsi de suite.

En France, il faut commencer par admettre que tout préposé supérieur à une caisse d'escompte, ou autre opération financière, sera restreint à donner préalablement le bilan de sa fortune particulière, et qu'à dater de ce moment, il lui sera interdit d'ajouter une obole de plus à ce qu'il possède, pendant la durée et à la suite de ses fonctions.

Sur toutes les places de Paris les citoyens procèdent, par des touchantes cérémonies, à la plantation de l'arbre de la liberté; les tambours battent la marche, suivis d'une compagnie de terrassiers la pioche sur l'épaule, et de la musique en blouse, musique populaire et solennelle. Quand le cortège est arrivé autour de la jauge, un détachement va prendre le curé de la paroisse, qui, précédé des tambours, de la croix, de ses enfants de chœur, de ses chantres et vicaires, vient bénir cet emblème de nos libertés sur la terre, avec le signe de la rédemption dans le ciel. Chacun se découvre sur le passage du cortège, au souvenir de ces deux régénérations.

Nous profiterons de cette circonstance pour rappeler à nos concitoyens que le seul arbre de la liberté de 89 qui ait survécu à notre vandalisme réactionnaire se trouve encore debout, à la fontaine du Marché-aux-Chevaux, au-dessus du Jardin-des-Plantes.

Le ministre de l'intérieur et ses deux délégués, les citoyens Savoye et C. Mathis, ont terminé leurs visites dans les hôpitaux de Paris.

Le citoyen Ledru-Rollin a fait distribuer des secours aux familles des blessés qui se trouvaient dans le besoin.

L'état moral de ces braves combattants est très-satisfaisant; tous supportent leurs souffrances avec courage et

résignation, heureux d'avoir contribué au triomphe d'une si belle cause; ils ne doutent pas que l'Assemblée nationale n'acquitte noblement la dette du pays.

État des blessés et des morts entrés dans les hôpitaux lors de la visite du ministre de l'intérieur et de ses délégués.

	BLESSÉS.	DÉCÉDÉS.
Hôtel-Dieu.	174	59
Pitié.	20	2
Charité.	154	15
Id. morts et brûlés du Château-d'Eau.	65	65
Saint-Antoine.	44	7
Cochin.	5	»
Necker.	8	1
Bon-Secours.	25	»
Saint-Louis.	97	11
Clinique.	15	»
Maison de santé du docteur Dubois.	9	»
Incurables.	2	»
Hôtel-Dieu (annexe).	11	2
Beaujon.	85	16
Beaujon.	15	»
	705	156

Dynastie Arago.

Les Pyrénées-Orientales ont cinq députés à nommer; la liste suivante circule dans le département, savoir:

François Arago.

Étienne Arago.

Emmanuel Arago.

Laugier, neveu de François Arago.

Guitot, homme d'affaires de M. Arago, à Perpignan.

Les Polonais habitant Paris se sont réunis au nombre de quatre cents, et doivent former la première colonne qui marchera vers la mère-patrie. Ils ont écrit à leurs compatriotes qui sont en province, de les joindre à Paris ou à Strasbourg. Cette avant-garde de la résurrection de la Pologne n'est pas armée, elle fait un appel à la démocratie française. Aujourd'hui, elle ira, dit-on, demander des armes au Gouvernement provisoire. Elle partira la semaine prochaine. On se réunira à la place de la Révolution, à midi.

Épisodes de la Révolution du 24 Février 1848; prise des Tuileries; invasion de la Chambre des Députés; installation du Gouvernement provisoire, etc., par le citoyen VEYNE. Brochure in-8° de 52 pages.

Sous ce titre général, le citoyen Veyne a eu spécialement pour but de revendiquer, envers le citoyen Dunoyer, capitaine de la 5^e compagnie du 4^e bataillon de la 40^e légion, l'honneur d'être entré le premier, en tête d'un détachement de sa compagnie et du peuple, aux Tuileries et à la Chambre des Députés, et d'avoir prononcé à la tribune ces paroles mémorables: « Il n'y a plus ici d'autre autorité que celle de la garde nationale, représentée par moi, et celle du peuple, représentée par 40,000 hommes qui cernent cette enceinte. »

A cette occasion, le citoyen Veyne, suivant le capitaine Dunoyer dans sa patriotique odyssée, rectifie bien des erreurs et arrache plus d'une plume aux geais du lendemain; il a pour garant de sa véracité, le témoignage d'une foule de témoins oculaires.

Le Siècle à Lamartine, par Gabrielle Soumet, in-8°, poésie de vingt-quatre pages, avec portrait et fac-simile.

Qui douterait désormais de la pureté du triomphe du peuple, quand la République a, pour chantre et pour déesse de la raison, la fille poète de l'auteur de la *Divine Épopée*?

Le Royaume et la République, par Henri Carred, in-8° de cent pages; prix, 50 centimes.

Ce petit livre est gros de belles choses. L'auteur travaillait à un grand ouvrage, sous ce titre; la révolution l'a surpris à l'œuvre. L'auteur s'est dit: « Les choses marchent plus vite que les œuvres. Hâtons-nous d'apporter une pierre au nouvel édifice, au lieu d'en construire un à moi tout seul. » Et au lieu d'un système, l'auteur a publié des pensées détachées, sur la République. Mais ces pensées sont des caractères tracés avec une finesse, une habileté de langage et une profondeur de vues qui ne nous permettent pas de regretter que l'ouvrage n'ait pu être achevé. La Bruyère n'achevait pas d'une autre manière.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.